

compter de ce temps seulement, et ces règles ou règlements auront la même force et le même effet que s'ils avaient été incorporés dans la présente loi ; et des copies d'iceux, sous le sceau, et supposées signées par le secrétaire de ladite corporation, seront reçues comme une preuve *prima facie* d'iceux, dans toute cour de justice.

Placement
des fonds.

12. Le comité d'administration pourra, de temps à autre, placer les fonds ou l'argent appartenant à la corporation, en obligations ou actions de toute corporation légalement constituée, ou de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire, ou en hypothèques sur des immeubles, mais ces dispositions ne l'empêcheront point d'accepter et de prendre une garantie personnelle, tel que ci-dessus décrété.

Pouvoir de
fusionner.

13. La corporation aura le pouvoir d'absorber, de fusionner avec, ou d'acheter tous autres hôpitaux ou hôpital, institutions pour le soin des incurables, des vieillards et des infirmes, sanatoria pour le traitement de la tuberculose ou autres maladies, maisons pour les convalescents ou toute autre institution de même nature.

Etat détaillé
des immen-
bles, etc.

14. La corporation devra, chaque fois qu'elle en sera requise par le secrétaire de la province, transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil un état détaillé de ses immeubles, une copie de ses règlements et les noms de ses officiers.

Entrée en vi-
gueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

CHAP. 97

Loi constituant en corporation *The Lachine General Hospital*

(Sanctionnée le 4 juin 1910)

Préambule.

ATTENDU que Gertrude J. Dawes, Norman J. Dawes, Kenneth J. Dawes, George Esplin, Robert Lucas, George S. Grimstone, W. J. MacGowan, W. S. Johnson, Alexander Bissett, James D. Dixon, M. D., Arthur G. Morphy, M. D., William O. Ryde, et Joseph McLaughlin ont, par leur pétition, représenté que certaines souscriptions ont été reçues et un comité organisé pour l'établissement d'un hôpital dans la cité de Lachine, dans le but de soigner, secourir et guérir

les personnes malades ou blessées par suite d'accidents et pour l'instruction spéciale d'infirmières, et attendu qu'ils ont demandé d'être constitués en corporation sous le nom de *The Lachine General Hospital* ;

Et, attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition ;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1. Lesdits Gertrude J. Dawes, Norman J. Dawes, Kenneth Corporation constituée.
J. Dawes, George Esplin, Robert Lucas, George S. Grimstone, W. J. MacGowan, W. S. Johnson, Alexander Bissett, James D. Dixon, M. D., Arthur D. Morphy, M. D., William O. Ryde, et Joseph McLaughlin et toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de ladite corporation, conformément aux termes des règlements édictés d'après les dispositions de la présente loi, ainsi que leurs successeurs sont, par la présente loi, constitués en corps politique et corporation avec tous les droits accordés par la loi aux corporations, sous le nom de *The Lachine General Hospital*, dans le but d'éta- Nom.
blir, de maintenir et d'administrer un hôpital et un dispensaire dans ledit hôpital ou s'y rattachant dans la cité de Lachine, pour le soin des malades et des blessés et pour la préparation et l'instruction efficaces d'infirmières.

2. La corporation, de temps à autre et en tous temps ci- Pouvoir de
après, pourra avoir, prendre, recevoir, acheter et acquérir, posséder des
détenir, posséder, avoir en jouissance et maintenir, à, et pour biens.
son usage, tous terrains et propriétés immobilières qui pourront
ci-après lui être vendus, cédés, échangés, donnés, légués ou
accordés, ou les vendre, les hypothéquer, les aliéner, les trans-
porter, les louer ou les donner à bail si c'est nécessaire ; pourvu,
toujours, que leur valeur annuelle n'excède pas dix mille piastres, indépendamment de la propriété réellement employée
par la corporation, et elle sera tenue de vendre tout surplus
de propriété, dans les cinq ans à compter de la date à laquelle
telle valeur annuelle excédera ledit montant, et de placer le
produit de cette vente, en effets publics de la Puissance du
Canada ou de la Province de Québec, ou sur première hypo-
thèque, pour l'usage de la corporation.

3. Tous les loyers, revenus, rapports et profits de toutes les Emplois des
propriétés de la corporation, seront appropriés et appliqués seu- revenus de la
lement aux fins de la corporation, et au paiement de tous les corporation.
dits déboursés et dépenses qui pourront être légitimement
encourus pour lesdites propriétés, et pour atteindre les objets

en vue dans la présente loi ; pourvu, toujours, que tout surplus desdits loyers, revenus, rapports et profits des propriétés de la corporation, soient, de temps à autre, placés en effets ou bons du gouvernement, ou sur garantie de bailleur de fonds, sur propriété foncière, ou sur première hypothèque, et la corporation pourra consentir et accorder une hypothèque ou des hypothèques sur sa propriété immobilière, pour l'érection et l'entretien de la bâtisse ou des bâtisses nécessaires à l'institution.

Dévolution
de certains
biens.

4. La corporation sera et deviendra immédiatement saisie de tous les biens et droits réels et personnels ci-devant détenus par elle ou pour elle en vertu de tout fidéicomis, ou par toute organisation ou comité créé en vue de sa constitution en corporation et avec tous les pouvoirs, privilèges et immunités nécessaires à l'exploitation de son entreprise ou s'y rapportant.

Domicile
légal.

5. Le domicile légal de la corporation sera le bureau du surintendant, dans la bâtisse occupée par la corporation.

Responsabi-
lité des mem-
bres.

6. Les membres de la corporation ne seront responsables comme tels d'aucun acte, faute ou obligation de la corporation ou d'aucun engagement, réclamation, paiement, perte, dommage, transaction, matière ou chose se rapportant à la corporation.

Bureau des
gouverneurs.

7. Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de gouverneurs, qui se composera comme suit : 1o de gouverneurs à vie, qui auront souscrit et réellement payé la somme de cent piastres ou plus à la corporation, qui auront reçu un vote affirmatif du bureau des gouverneurs les constituant gouverneurs à vie, et 2o de gouverneurs électifs dont le nombre ne dépassera pas vingt-quatre et ne sera pas inférieur à dix en aucun temps et qui seront choisis et élus annuellement par et parmi les souscripteurs, pour l'année courante, aux fonds de l'institution, de toute somme qui ne sera pas inférieure à dix piastres.

Pouvoir de
faire des ré-
glements.

8. La corporation, agissant par le bureau des gouverneurs ci-dessus mentionné, aura pleins pouvoir et autorisation, à toute assemblée dûment convoquée et à laquelle cinq au moins des gouverneurs assisteront, de faire et édicter tous les règlements, règles et ordonnances non contraires à la présente loi ni aux lois de cette province, qui seront jugés nécessaires ou essentiels à l'administration de ses affaires en général, et aussi pour l'admission, l'élection ou la nomina-

tion de gouverneurs, la convocation des assemblées du bureau des gouverneurs et la manière d'y procéder, le mode et l'époque de l'élection des gouverneurs électifs, la nomination et le choix d'autant de médecins, chirurgiens et pharmaciens qu'il jugera nécessaires pour surveiller ledit hôpital et soigner les malades qui y seront admis de temps à autre, la nomination d'un surintendant, d'une matrone, d'une ou de plusieurs gardes-malades et des autres officiers et serviteurs nécessaires au maintien de l'hôpital, ainsi que pour déterminer les devoirs, pouvoirs, droits et salaires, gages ou allocations payés à toutes les personnes ainsi nommées ou à chacune d'elles ; les congédier, eux ou quelqu'un d'eux, et en nommer d'autres à leurs place et emploi, lorsque et suivant que lesdits gouverneurs le jugeront à propos, et, de temps à autre, modifier, abroger et amender les règlements, règles et ordonnances ou quelque'un d'eux.

9. Le bureau des gouverneurs devra élire parmi ses membres, un bureau d'administration de pas moins de trois ni de plus de douze membres, dont le quorum sera fixé par le règlement qui déterminera le nombre de membres devant composer le bureau. Après la première élection, un tiers des membres du bureau devra se retirer chaque année et leurs successeurs seront élus pour trois ans. Bureau d'administration.

10. Ce bureau aura l'administration et la conduite de l'institution et les pouvoirs et devoirs qui seront fixés par règlement, et il devra faire tenir un procès-verbal régulier de ses procédures et actes, de temps à autre, et le communiquer au bureau des gouverneurs. Pouvoirs et devoirs de ce bureau.

11. Les personnes nommées dans le préambule de la présente loi devront convoquer une assemblée des gouverneurs à vie pour l'élection des gouverneurs électifs, laquelle assemblée devra être tenue dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi. Première assemblée des gouverneurs.

12. Les personnes nommées dans le préambule de la présente loi seront les directeurs provisoires dudit hôpital et, comme tels, ils auront tous les pouvoirs accordés, par la présente loi, au bureau des gouverneurs. Directeurs provisoires.

13. La corporation devra, lorsqu'elle en sera requise, transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil, un état de ses biens meubles et immeubles, une liste de ses officiers, et une copie certifiée de ses règles et règlements. Rapport au lieutenant-gouv. en conseil.

14. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.